

Au cours de l'année écoulée, un certain nombre d'événements importants sont venus modifier les relations entre nations industrialisées et pays en voie de développement. Permettez-moi d'abord de vous décrire certains aspects du dialogue capital en cours.

CCEI

L'ouverture de la Conférence sur la coopération économique internationale en décembre dernier a constitué une étape importante en vue du règlement des graves problèmes que soulève l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus équitable. Comme vous le savez, nous jouons un rôle de premier plan dans cette entreprise originale de coopération économique internationale, à laquelle participent vingt-sept pays industrialisés et en développement représentatifs, y compris les pays de l'OPEP, qui se sont réunis dans le but de conclure des ententes sur une vaste gamme de sujets dont l'énergie, les produits de base, le commerce, le développement et l'économie.

Depuis février, les quatre commissions de la CCEI -- énergie, matières premières, développement et affaires financières -- se sont réunies à trois reprises, à l'occasion desquelles les représentants des pays de l'OPEP et des pays en voie de développement (G19), ainsi que des pays industrialisés (G8), ont procédé à un premier échange de vues sur une grande diversité de sujets. Le Canada est représenté aux Commissions sur l'énergie et sur le développement et participe activement à leurs travaux, tout en suivant de près, par l'entremise d'observateurs, ceux des Commissions sur les matières premières et sur les affaires financières. Cette première étape de la Conférence revêt nécessairement un caractère exploratoire et analytique, et il serait dès lors très peu réaliste de s'attendre à ce que l'on obtienne en trois mois des résultats concrets et précis compte tenu de la complexité des sujets à l'étude et du fait que la politique économique des Etats participants est en quelque sorte remise en question.

Malgré tout, les entretiens que j'ai eus à Nairobi avec mon collègue à la présidence, Monsieur Perez Guerrero, et les ministres des Affaires étrangères de nombreux pays participants me permettent de croire que nous pourrons faire des progrès sensibles lors de notre réunion de mi-session